



Es gilt das gesprochene Wort
Seules les paroles prononcées font foi

Assemblée de la Fédération suisse des Bourgeoisies et Corporations
17 juin 2011, Delémont

Doris Leuthard, Conseillère fédérale

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier sincèrement pour votre invitation.
En préambule, je tiens ici à vous apporter le salut le plus cordial du Conseil fédéral.

A titre plus personnel, votre invitation me donne l'occasion de me déplacer à Delémont, Et de goûter – une nouvelle fois – au sens de l'hospitalité des Jurassiennes et des Jurassiens.

A l'heure de la mondialisation, de la globalisation, de Google et de l'iPhone, certains peuvent être tentés de se demander : qu'est-ce qu'une bourgeoisie ? à quoi servent encore les corporations ?

Pour vous, pour votre fédération, la question est évidemment rhétorique.

Pour moi, la réponse est aussi claire : les bourgeoisies et les corporations sont bien davantage que les vestiges d'un temps révolu.

Je crois pouvoir dire en effet que nous partageons les mêmes valeurs, à commencer par les principes démocratiques.

Glaciers, alpages, forêts, ruisseaux, lacs : « sur le terrain », les corporations et bourgeoisies sont incontournables. Parlez agriculture ou sylviculture, évoquez la protection des eaux ou celle de l'environnement, essayer d'implanter des éoliennes, mentionnez la politique des transports ou le développement du tourisme : à chaque fois ou presque, bourgeoisies et corporations sont impliquées, sont parties prenantes. Souvent, elles jouent un rôle essentiel. En d'autres termes et pour faire simple, la Suisse est une seule et grande corporation!



Jusqu'ici tout va bien !

Mais cela se complique lorsqu'on parle des défis qui attendent notre pays. Des défis qui sont aussi les vôtres.

Car, il est essentiel que chacun garde à l'esprit la vue d'ensemble.

Notre défi à tous est celui de la croissance. Une croissance qui se décline sous plusieurs formes.

- La population augmente. Selon les prévisions de l'Office fédéral de la statistique, nous serons 9 millions en 2060. .
- Le domaine bâti s'agrandit – depuis les années 80, les nouvelles surfaces construites représentent la superficie du lac Léman (> 600 km²). .
- La mobilité croît – chaque jour, chaque Suisse parcourt 37 kilomètres, consacrant 88 minutes à ses déplacements.
- Les exigences augmentent – alors qu'en 1980 une personne se contentait de 34 m² de surface d'habitation, elle a besoin – ou elle réclame - aujourd'hui 44m².

Dans ce contexte, nous avons élaboré le nouveau Projet de territoire Suisse en collaboration avec les cantons, les communes et les villes.

Nous avons défini des lignes directrices pour le développement futur du territoire de notre pays.

Nous voulons montrer la voie permettant de léguer aux générations futures des espaces intacts et aptes à satisfaire à la fois les besoins économiques et le bien-être de la population.

Mon principal objectif est de promouvoir la réflexion et la planification en termes de territoires d'action suprarégionaux, sans négliger les besoins individuels.

Désormais, en matière d'aménagement du territoire, le temps de chacun pour soi devrait être révolu.

Car, ensemble nous devons empêcher

- qu'une surface équivalant à un terrain de football soit bétonnée toutes les deux heures.
- que le Plateau s'étendant de Genève à Romanshorn et de Bâle aux Préalpes se transforme en un immense chantier où les maisons et les usines se succèdent les unes aux autres



- que des régions entières telles que le Jura, l'Emmental ou de vastes pans des Alpes se transforment en "friche alpine" ainsi que le formulait une fois Avenir Suisse, apparemment sous forme de boutade.

L'aménagement du territoire tente, depuis des décennies, de freiner cette évolution.

Mais avouons-le: nous n'y sommes pas parvenus!

Pour l'avenir, il est important que nous surmontions les clivages traditionnels lors de la planification.

Les communes et les cantons - et évidemment aussi les corporations – devront collaborer à l'intérieur de douze territoires d'action et mieux intégrer dans les réflexions les besoin de l'infrastructure.

- Le sol est une ressource qui doit être mieux protégée.
- Nous devons garantir à nos paysans suffisamment de surface agricole pour permettre notre approvisionnement, via des produits sains, de qualité et à un prix qui couvre les coûts. .
- Il faut ménager les ressources naturelles – le sol, l'eau, l'air, les forêts, mais aussi nos paysages.
- Dans ce but, nous devons mieux coordonner le développement des transports et celui de l'urbanisation - afin de maîtriser les coûts des infrastructures.

Ähnliche Denk- und Handlungsmuster brauchen wir auch in der Verkehrspolitik.

In Zeiten der Globalisierung müssen wir von lieb gewordenen Gewohnheiten Abschied nehmen, wo jede Gemeinde, jeder Kanton seinen verkehrspolitischen Wunschkatalog umsetzen kann.

Auch hier braucht es mehr Gesamtsicht, mehr gemeinsame Planung.

Umgekehrt muss in Zeiten der Globalisierung nicht alles national behandelt werden.

„Bundes-Bern“ muss im Streit über die richtige Schreibweise einer Bushaltestelle in einem Dorf nicht das letzte Wort haben (Altwise (Dialekt) oder in Altwiesen (Schriftsprache)).

Die Weichen für die Zukunft wollen wir mit der Vorlage über die Finanzierung und den Ausbau der Bahn-Infrastruktur stellen.

Unterhalt und Ausbau sind nicht solide finanziert.

Die NEAT-Kosten haben die Projekte von Bahn 2000 verdrängt.

Der Finöv-Fonds fällt zudem 2016/2017 weg.

Der Bundesrat will die Substanz erhalten und weiter ins öffentliche Verkehrsnetz investieren. Wir legen ein Konzept vor, um die Finanzierung vernünftig zu lösen – und nötige Ausbauschritte zu ermöglichen.



Das Parlament soll über Mittel aus dem Fonds und Projekte in 4-Jahres-Tranchen entscheiden.

Bis 2025 sollen Engpässe entschärft, mehr Sitzplätze und auf den Hauptlinien häufigere Verbindungen angeboten werden.

Im Alpenraum sind häufigere Anbindungen an die Zentren geplant.

Dazu ein, zwei Beispiele:

- Auf den Strecken Bern-Luzern, Zürich-Chur, Zermatt-Fiesch, Wil-Nesslau oder Lugano-Locarno werden länger Züge oder neu neu ein Viertel- oder Halbstundentakt ermöglicht.
- Die Verbindung West-Ost wird gestärkt durch Investitionen zwischen Lausanne und Genf, oder die Beseitigung der Einspurstrecke Ligerz - Twann. Davon profitiert der Personen- wie der Güterverkehr.

Daneben geht es auch um das Autobahnnetz. Es muss den neuen Bedürfnissen und der sich veränderten Besiedelung angepasst werden.

Zu diesem Zweck sollen 2014 rund 400 Kilometer wichtiger Kantonsstrassen neu ins Netz aufgenommen werden.

Die Autofahrer erhalten ein besseres Angebot.

Die Kantone werden besser erschlossen.

Neu ins Netz aufgenommen werden z. B. die Strecken:

- Martigny - Grosser St. Bernhard
- Thusis - Silvaplana
- St. Gallen - Appenzell

Um Ausbau, Unterhalt und Betrieb dieser 400 Kilometer neuer Bundesstrassen zu finanzieren, schlagen wir vor, die Autobahnvignette auf 100 Fr. zu erhöhen. Gleichzeitig soll eine Zweimonatsvignette zu 40 Fr. geschaffen werden.

Auch die Energiepolitik muss zwingend aus einer nationalen Perspektive betrachtet werden. Die Schweiz stand schon vor Fukushima an einer energiepolitischen Wegscheide. Die Energie-Infrastruktur muss so oder so erneuert, neue Energieträger müssen erschlossen werden.

Jetzt, nach Fukushima, hat der Bundesrat die Energiestrategie neu festgelegt.

Wenn wir auch in Zukunft eine saubere, eine sichere, eine weitgehend autonome und wirtschaftliche Versorgung für die Menschen und für die Wirtschaft in diesem Land wollen, dann müssen wir jetzt handeln.



Der Bundesrat ist überzeugt: Diese neue Definition der Strompolitik birgt viele Chancen für die Zukunft für unser Land.

Wenn wir uns die Option Kernenergie weiterhin offen lassen, wenn wir zögern, dann werden viele, die gewillt sind zu investieren, weiterhin nicht investieren.

Mit unserer Entscheidung wollen wir ein Signal senden an die Wirtschaft, an die Bevölkerung, an potentielle Investoren, an die Betreiber.

Wir sind zuversichtlich, dass dieser energiepolitische Umbau möglich ist, wenn wir alle wollen.

Dazu müssen wir eventuell auch Kompromisse in anderen Bereichen eingehen, beispielsweise in der Raumplanung, wenn es um neue Sonnen-, Wind- oder Biogasanlagen geht oder um den Bau neuer Stromleitungen.

So wichtig die lokalen oder die regionalen Perspektiven sind; so wichtig ist es, dass wir den Blickwinkel zu Gunsten einer gesamtheitlichen Betrachtung öffnen.

Dieser Energie-Wende ist eine grosse Chance für die Schweiz.

Als High-Tech-Land können wir uns in einem Umfeld sehr gut positionieren, in dem Energie und Strom zu einem knappen Konsumgut werden dürfte.

Ein ambitionierter Weg, der vor allem eine dezentrale Struktur beinhaltet. Das sollten die Regionen überlegen und nutzen.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à deux défis.

- D'abord, nous devons, comme je vous l'ai expliqué, bâtir la Suisse de demain. Nous devons renouveler l'infrastructure, astreindre la Suisse à une cure de jeunesse.
- Deuxièmement, nous devons faire tomber les barrières que nous avons érigées dans nos têtes durant les quelque 40 à 50 dernières années de prospérité. Nous devons surmonter les frontières procédurales liées au fédéralisme. Et rejeter une certaine culture de l'opposition systématique lorsqu'il s'agit de créer quelque chose de nouveau.

Tout le monde veut avoir de l'électricité.

Mais dès qu'il s'agit de construire une installation solaire ou une éolienne à proximité, on s'y oppose - au nom de l'environnement, du paysage ou de la protection des monuments.

Certes, il ne s'agit pas de laisser faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment.

Mais il serait bon de ne pas oublier l'intérêt général

Omnes pro uno - unus pro omnibus; tous pour un, un pour tous.

J'incite les personnes qui visitent le Palais fédéral à lever les yeux vers la mosaïque ornée



des écussons des cantons qui habille la coupole.

Dans ce contexte, le rôle des bourgeoisies et des corporations n'en est que plus important. Et je sais pouvoir compter sur votre sens de l'intérêt général pour prendre davantage encore en considération les dimensions nationale et suprarégionale tout en tenant compte de la dimension "locale" lorsqu'elles assument leurs obligations ou planifient leur avenir.

Nous n'arriverons à conserver et à développer notre réseau d'infrastructures qu'en prenant de la hauteur par rapport à notre petit jardin, en agissant ensemble. .

C'est pourquoi, pour la Suisse et pour ses corporations, il faut transformer le slogan „think global –act local“

en: „think global – act national“!

Jusqu'à présent, les bourgeoisies et les corporations ont largement contribué à la bonne gestion des richesses de ce pays. Je compte sur vous pour relever les défis qui nous attendent, qui attendent notre pays. Je vous remercie de votre engagement au service du bien commun.